Déclaration de soutien aux affiliés autrichiens de la FSESP

Adoptée à la réunion des 6 et 7 novembre 2018 du Comité exécutif de la FSESP, à Bruxelles

La FSESP soutient ses affiliés autrichiens dans leur combat contre la nouvelle législation relative au temps de travail entrée en vigueur, ainsi que contre les propositions visant à affaiblir les institutions de la sécurité sociale.

Le gouvernement, dirigé par le Parti populaire autrichien (ÖVP), conservateur, et le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), de droite, n'a pas hésité à répondre favorablement aux demandes des employeurs, en adoptant une nouvelle loi sur le temps de travail, en vertu de laquelle les travailleurs doivent travailler plus longtemps pour un salaire moindre. Avec cette nouvelle loi, environ un million de travailleurs dont l'horaire est variable ne percevront plus d'indemnités pour leurs heures supplémentaires. Les employeurs peuvent exiger que les employés travaillent jusqu'à douze heures par jour, mais sans majoration de salaire pour les heures supplémentaires. Il est avéré que les employeurs exercent déjà des pressions sur leurs travailleurs pour qu'ils acceptent ces heures supplémentaires, sans majoration de leur salaire. Les travailleurs craignent de perdre leur emploi en cas de refus, étant donné que la loi prévoit que les heures supplémentaires soient effectuées « volontairement », au risque d'un licenciement. Ce sont les travailleurs qui devront, le cas échéant, contester ces décisions au tribunal, car la charge de la preuve leur incombe. On s'attend à ce que les employeurs engagent plus de travailleurs avec des horaires variables.

Cette nouvelle loi permet de travailler jusqu'à 60 heures par semaine. Il est difficile dans ces conditions de concilier vie professionnelle, temps libre et vie familiale. De très nombreuses études montrent que les heures supplémentaires peuvent être source d'épuisement, mettre en péril la sécurité au travail et donc causer des accidents. La loi autorise les employeurs à décider de la « nécessité » de ces 60 heures de travail. Auparavant, l'employeur devait obtenir l'accord du comité d'entreprise, fournir de sérieuses justifications économiques pour les heures supplémentaires, veiller, dans le cadre de contrôles, que les heures supplémentaires n'avaient pas un impact sur la santé au travail, et en avertir les partenaires sociaux et l'inspection du travail. La nouvelle loi nuit donc à la démocratie sur le lieu de travail, ainsi qu'aux droits à l'information et à la consultation. Ce sont les travailleurs dont les emplois sont précaires, dont bon nombre de femmes, qui seront le plus durement touchés par cette loi. Les syndicats mènent la résistance et, depuis que la loi a été adoptée, ils s'emploient à « réparer » la situation dans le cadre des conventions collectives.

Pour l'instant, conformément à la limite de 48 heures établie dans la directive européenne sur le temps de travail, les travailleurs ne peuvent travailler 60 heures que dans des cas très particuliers. L'évolution de la situation en Autriche inquiète tous les syndicats en Europe. L'Autriche crée un précédent négatif et met en péril l'Europe sociale, d'autant plus qu'elle exerce actuellement la Présidence du Conseil de l'UE. C'est un retour au XIXe siècle.

Une autre initiative législative du gouvernement conservateur d'extrême-droite autrichien vise à affaiblir le rôle des syndicats dans la supervision des caisses de la sécurité sociale (par exemple, santé au travail, retraites). Ces fonds sont actuellement autogérés par les représentants des travailleurs, étant donné que ce sont les travailleurs qui alimentent les caisses. Aucune consultation ou négociation réelle n'a été menée. Les caisses sont centralisées, les coûts de gestion augmentent et les fonds risquent d'être privatisés.

La FSESP coopérera avec ses affiliés autrichiens pour montrer à quel point le programme de l'extrême-droite conservatrice est le programme des employeurs et n'est synonyme ni de progrès ni de protection pour les travailleurs. Nous restons solidaires avec les travailleurs autrichiens qui résistent à ces lois injustes.